

Je suis peiné et attristé de voir dans cette affaire le comportement des néo-démocrates qui, depuis plusieurs années, nous côtoient dans cette Chambre comme tiers parti. Les mises en garde répétées du grand parlementaire que fut John Diefenbaker résonnent à mes oreilles lui qui, en 1958, après sa grande victoire, recommanda la présence d'un député du parti CCF au comité de sélection alors qu'ils n'étaient que huit à siéger en cette Chambre. Et je veux rendre hommage au député de Timiskaming (M. Peters), ce n'est pas un simple néo-démocrate, c'est un grand démocrate. Au plan social, monsieur le président, notre pays est divisé région contre région, province contre province, francophones contre anglophones. Et depuis les dernières années, on a réussi à accroître les tensions de ceux qui ont été les premiers propriétaires du pays.

● (1410)

Et ce n'est pas tout. Aux plans technique et scientifique, le Canada est un des pays qui dépend le plus de l'importation de connaissances pour progresser. Quand on sait le grand rôle joué par l'augmentation de la productivité dans l'augmentation du produit national brut, quand on sait que les augmentations de la productivité sont directement proportionnelles à l'accroissement du savoir scientifique et des connaissances technologiques, on réalise tout à coup que les fonds dépensés par deux compagnies américaines, soit, les sociétés IBM et GM, en recherche et en développement sont supérieurs à tous les fonds dépensés au Canada à quelque niveau que ce soit, qu'il s'agisse du domaine privé ou public.

Monsieur le président, c'est ainsi aux plans social, politique et scientifique. Voilà l'état de notre pays. Un pays déficitaire à tous égards, menacé par la faillite, divisé socialement, tributaire de l'étranger quant à sa technique et à ses capitaux, connaissant une érosion graduelle de ses libertés fondamentales. C'est à partir de cet état de faits qu'il nous faut analyser le programme gouvernemental.

Le discours n'est plus émouvant, malheureusement il est pauvre, triste, sans substance. Il poursuit la vision qui existait, savoir écarter les problèmes par des discours, tenter de tout remettre en ordre par une autre série de programmes. C'est une erreur, car le mal est interne. C'est par ce qu'il aurait dû dire que ce discours est important. Au plan économique, où le gouvernement dispose de pouvoirs budgétaires fiscaux et monétaires, on aurait été en droit d'attendre un énoncé visant à soumettre les étapes de l'appropriation par les nôtres de notre pays. On aurait été en droit d'attendre un énoncé de politique prévoyant étape par étape, secteur par secteur, le désengagement de cet État bureaucratique envahissant qui, à vouloir tout régler, nous enlève tout. On aurait été en droit de s'attendre à une politique fiscale qui aurait vu à l'instauration d'une plus juste répartition des sources de revenus gouvernementaux, à une structure fiscale moins régressive, à une fin des privilèges fiscaux des riches.

Monsieur le président, pendant les 10 dernières années, la part des revenus fiscaux provenant des corporations a été en diminution constante et celle des individus a été en augmentation constante. Et quand on connaît la nature purement régres-

sive du système fiscal des individus en ce pays, un changement aurait sûrement été apprécié. A des politiques monétaires ne favorisant que les grandes institutions prêteuses, on est en mesure de voir qui gouverne réellement, qui détient les véritables pouvoirs. Est-ce que c'est cette Chambre, est-ce que c'est le Parlement canadien qui détient tous les pouvoirs ou si les pouvoirs ont été transférés à d'autres instances? Nous serons en mesure de vérifier au cours des prochains jours, des prochaines semaines et des prochains mois où est le véritable pouvoir au pays, savoir, si ce sont effectivement les élus du peuple qui ont le pouvoir ou si ceux qui ont assumé le pouvoir dans le passé l'ont cédé à d'autres.

On aurait voulu voir se substituer au moins un énoncé politique qui aurait fait que l'inflation, fléau de toute société, mais qui est extraordinairement profitable aux banques et aux institutions prêteuses, et elles jouissent perpétuellement de l'indexation, elles, soit combattue. Au plan énergétique, monsieur le président, on aurait aimé entendre si le gouvernement donnera suite aux recommandations tripartites, je parle des études de centrales marémotrices de la baie de Fundy, et activerait la construction de centrales électriques marémotrices dans les Maritimes pour ainsi réduire le coût et la dépendance du pétrole comme source d'énergie dans cette région importante du pays. On aurait aimé entendre qu'il allait entreprendre une vaste étude du fabuleux potentiel énergétique du bassin du Mackenzie, et ainsi faire en sorte que les provinces de l'Ouest ne dépendent pas pour leur énergie primaire seulement du pétrole et du gaz, ces hydrocarbures épuisables et dont l'efficacité énergétique n'est que de 38 à 40 p. 100.

On aurait aimé entendre dire qu'il étudierait la possibilité que l'énergie nécessaire au transport provienne de sources autres que du pétrole, soit de l'électricité, soit du méthanol, ce qui aurait pour effet de réduire de 50 p. 100 notre consommation de ce carburant.

Mais non, rien: un ramassis de clichés usés, répétés à satiété comme si le fait de nous isoler de la réalité de ces problèmes par une structure de prix faussés en répétant les mêmes vœux pieux devait tout simplement les exorciser. J'entendais le parti libéral nous parler de Petro-Canada, comme si Petro-Canada devait être la politique énergétique, comme si seulement une société d'État devait à elle seule être la politique énergétique. Qu'on nous permette de se poser de sérieuses questions sur le sérieux de telles déclarations et de telles affirmations.

Monsieur le président, au plan politique où les libertés ont été bafouées, dans un contexte politique où les institutions sont mises en question dans leurs assises même, le programme gouvernemental n'annonce rien. Même pas des intentions. Quant à la loi sur la liberté d'accès à l'information, le moins qu'on est en droit d'en espérer, c'est qu'elle soit au moins la même que celle qui existe chez nos voisins du sud.

On aurait été également en droit d'attendre que le respect électoral des droits et libertés soit maintenu, car c'est là que l'on mesure un pays. C'est là, monsieur le président, le prix que commence à payer notre pays pour l'érosion des libertés, libertés qui caractérisent notre société.